

Dynamiques locales et pressions extérieures dans la conflictualité armée au Nord-Kivu: Cas des territoires de Beni-Lubero

Mwanawavene Roger Kasereka

Promoteur : Koen Vlassenroot (1)

Co-promoteur : Malu Malu Muholongu (2)

(1) Département des Etudes du Tiers Monde, Université de Gand

(2) Université Catholique du Graben, Butembo

Défense publique : 22 avril 2010

Notre thèse de doctorat porte sur les « *Dynamiques locales et pressions extérieures dans la conflictualité armée au Nord-Kivu : cas des territoires de Beni-Lubero* ». Cette étude tranche avec les approches dominantes qui ont longtemps exagéré le rôle des particularismes historiques locaux de la conflictualité armée à l'Est de la République Démocratique du Congo (nouveau barbarisme, guerres interethniques, etc.), ainsi qu'avec l'exploration du phénomène sur le plan uniquement économique (guerre de pillage) alors qu'elle s'accompagne d'une structuration sociopolitique permettant aux leaders politiques et aux groupes sociaux marginalisés de renégocier sans cesse leurs statuts et leur accès aux ressources politiques et économiques. Elle explore les logiques qui fondent l'action des milices et des rébellions en interaction dialectique avec leur environnement local, national, régional et international. Elle se sert, à juste titre, de la crise de l'Etat, dans ses aspects de perte de légitimité, de contrôle sur la totalité de l'espace national et sur la population comme cadre d'intelligibilité du phénomène sous examen. Elle attire l'attention sur la désocialisation du pouvoir politique et la politisation du social, qui inscrit les territoires de Beni-Lubero dans un conflit dont la durée et les rebondissements après chaque épisode d'accalmie signifient qu'il est l'expression des tensions structurelles.

Tout en remettant les acteurs historiques locaux au centre de ses analyses, notre thèse privilégie une grille d'analyse qui met en exergue une dynamique de gouvernementalité en situation de crise. C'est à travers l'état de gestion locale des biens publics et privés que les discours et les pratiques des acteurs, les stratégies prévalentes dans les alliances/défections entre factions armées, deviennent explicables. On comprend aussi que l'interaction entre les dynamiques locales et les pressions extérieures est sous-tendue par la gestion prédatrice des enclaves soustraites aux contrôles de l'état congolais et la possibilité de créer des systèmes alternatifs de profit, de pouvoir et de protection. Dans une telle situation de concurrence politique et économique, de recomposition des élites, les structures de gouvernance informelle s'appuient sur les stratégies de survie et de revendication identitaire autochtoniste (sur fond foncier et politique) pour entretenir des réseaux clientélares avec certains acteurs socio-économiques opportunistes. A ce titre, cette thèse s'est proposée d'examiner, d'une part, l'articulation entre zones de tensions

locales et dynamiques externes autour des enjeux économiques, financiers et politiques, et, d'autre part, le rapport entre réseaux militaro-commerciaux transnationaux et leurs substituts locaux dans la récurrence de la conflictualité armée dans cette partie de la RD Congo. Ce travail a eu pour fil conducteur la question de départ, à savoir : Comment et pourquoi la conflictualité armée se pérennise en Beni-Lubero ? Quels sont les facteurs qui incitent, alimentent et enracinent les dynamiques armées dans cette contrée ? Quelle est l'empreinte environnementale sur leur mutation ? Et comment conditionnent-elles l'avenir de la région ?

Autrement dit, la meilleure compréhension des méandres de la conflictualité armée endémique à l'est de la RDC, des entreprises, des comportements et de l'implication des divers acteurs locaux et étrangers consistait à une réflexion sur le « comment et le pourquoi » de la pérennisation du phénomène armé au Nord-Kivu, et son impact sur les relations entre les Etats de la région des Grands Lacs. Ce qui explique notre démarche d'analyse des mécanismes de transformation des milices armées et de leur mobilisation du capital environnemental local, transfrontalier et extrarégional. Ce qui nous a stimulé à mener des entretiens semi-directs avec les parties prenantes. Le travail consistait à comprendre la manière dont et la raison pour laquelle les milices armées locales se connectent aux forces rebelles (nationales ou étrangères) et aux armées nationales. Dans ce sens, nous avons dû cerner l'apport environnemental à l'interconnexion entre ces diverses dynamiques dans leurs stratégies de pérenniser les conflits armés à l'est de la RDC. La finalité poursuivie était d'en dégager les perspectives d'avenir en termes de stratégies pour une stabilité et une paix durable de la région.

Comme postulats de départ, nous avons avancé qu'il faille tenir compte du contexte de singularité qui a contribué à la naissance, à la propension et à l'éternisation des milices armées dans cette partie congolaise. Nous avons relevé les périodes d'invasions étrangères qui remontent des razzias des arabisés et de l'occupation coloniale qui ont vu la naissance des premières milices dans la région. C'est sur les cendres de ces dernières que se sont greffés les rebellions ougandaises dans le Ruwenzori dès les années 1950 et celles lumumbistes dès les années 1964. La désintégration étatique zaïroise, la mauvaise gouvernance au Congo-Kinshasa, les zones de tensions croissantes au Kivu et l'implosion de la région entière des Grands Lacs ont servi de détonateur à ce phénomène. Ce faisant, l'émergence des entrepreneurs privés rodés dans la manipulation de la violence armée se pose en tant qu'alternative à la faillite de l'Etat congolais dans cette partie. Elle reflète également une dynamique de gouvernementalité en situation de crise.

Une autre hypothèse soutenue consiste à comprendre la position géostratégique qu'occupe le territoire de Beni-Lubero dans la géopolitique régionale et dans les guerres que s'y livrent les Etats de la région par mouvements rebelles congolais, milices armées locales et étrangères interposés.

L'exploration de ces postulats nous a permis de lever le flou sur les enjeux de guerres et de percer les méandres, si complexes soient-elles, de l'enchevêtrement entre les diverses forces actives dans les conflits armés que connaît l'est du Congo et, plus spécifiquement, sa partie septentrionale. Cette recherche a donc consisté à l'appréhension des faits

qui militent pour l'émergence des milices armées, leur mutation et leur enracinement en Beni-Lubero. L'analyse du contexte local, national et régional s'est invitée ainsi dans cette étude en vue de ressortir au mieux l'influence réciproque entre les dynamiques armées en présence et leur environnement tant endogène qu'exogène.

Une attention particulière est attirée sur l'importance et la complexité des réseaux d'interconnexion des diverses dynamiques armées en jeu, les enjeux locaux et régionaux de cette conflictualité armée, les mécanismes de débrouille développés à la base dans cet imbroglio politique et la nécessité d'une approche globale dans la quête de l'instauration de l'autorité étatique dans la province en vue de la sécurité et d'une paix durable dans toute la région. Ceci nous a mené à scruter les manœuvres de pérennisation de la conflictualité armée à l'est de la RDC telles qu'entreprises par les seigneurs de guerre et leurs parrains respectifs et, localement, répercutées par les milices, les bandes armées locales et étrangères.

Il était donc question de cerner et d'offrir un cadre de compréhension et d'appréhension des acteurs et de leurs stratégies de pérennisation des conflits armés plus particulièrement en Beni-Lubero. Il s'agissait, en outre, de démontrer les zones de tensions locales préexistantes qui, au niveau local, ont servi d'encrages aux forces extérieures. Il va sans dire que le territoire sous examen se trouve à l'épicentre de tendances et revendications tant internes qu'externes très complexes, et à l'ambiguïté des télescopages entre les acteurs du dedans et ceux du dehors.

Il en découle que la pérennisation de la conflictualité armée dans cette aire se déroule dans un cadre géostratégique et sur les données géopolitiques dont le contrôle nourrit les rivalités armées et enchevêtre les alliances entre les forces locales et les dynamiques externes. Cette articulation des dynamiques du dedans avec celles du dehors a placé notre terrain d'étude au confluent d'influences et de convoitises entre Kampala, Kigali et Kinshasa relayées localement par des forces rebelles et milices armées locales et/ou étrangères.

L'effondrement de l'Etat congolais dans cette partie septentrionale, les pratiques criminelles auxquelles s'adonnent en cœur joie les autorités censées représenter la puissance publique, bref, la mauvaise gouvernance sous le Zaïre de Mobutu et sous l'AFDL ont servi de lit aux divers réseaux criminels.

Il est à noter que le processus actuel de démocratisation en RDC a très peu d'impact sur ces pratiques criminelles. La légitimation des anciens mobutistes, le partage du pouvoir avec les anciens chefs rebelles, l'intégration bâclée des administrations rebelles dans les nouvelles structures de l'Etat et le sacre de l'impunité en style de fidélisation politique font que le régime actuel de Joseph Kabila réconforte plus la logique de criminalisation de l'Etat congolais, surtout et avec acuité, dans les anciens fiefs rebelles. Plus encore, les pratiques et la culture politique en vigueur sous Mobutu n'ont jamais été mises en mal. Les positions de pouvoir sont devenues la meilleure garantie de parrainer les réseaux criminels et des mécanismes de pillages institués pendant la guerre. Ces pratiques servent à perdurer le climat de guerre dans cette contrée dont la jonction des facteurs proprement internes avec ceux régionaux joue un rôle capital. Il en est de même de l'intrusion des

acteurs externes étatiques et commerciaux (des multinationales) dans les zones en tensions à l'est de la RDC. Les rentes tirées de ce chaos étatique y plaident pour le maintien du statu quo dont le vide de l'Etat sert d'engrain et de piste d'atterrissage en douceur aux dynamiques extranationales. La calebasse des tensions locales a créé une opportunité de ces manigances guerrières.

En plus, la pérennisation de la conflictualité armée dans ce territoire est due à l'instrumentalisation de la question foncière, à la carence de la cohésion (idéologie) politique dans le chef des seigneurs de guerre, à l'instabilité institutionnelle répétitive au sein des rébellions et des milices suite aux crises internes de leadership, à la lutte de leadership régional entre Kigali et Kampala, à la manipulation de leurs alliés congolais, à l'actuelle résurgence de nouvelles alliances entre milices étrangères (FDLR, ADF-NALU) et les milices locales dont nombre des ténors sont des réfractaires du processus d'intégration dans l'armée nationale congolaise.

Dans cet esprit, nous confirmons, à la suite du Panel d'experts onusiens que, même si le retrait des troupes ougandaises a donné « l'impression que les activités d'exploitation ont été réduites, [...] en fait elles continuent [...]. L'UPDF a pu retirer ses troupes, tout en laissant derrière elle des structures qui permettent à des officiers militaires et à leurs associés, y compris des chefs rebelles, de continuer à tirer profit de ces activités »¹. Il en est de même de l'armée rwandaise qui, en prévision du retrait de ses troupes, avait mis sur pieds des stratégies de captation frauduleuse des richesses congolaises – au moyen des réseaux criminels – et de contrôle militaire – sous couvert du CNDP, entre autres- sur une large partie de l'est de la RDC qui voilent la visibilité officielle de Kigali.

En outre, pour des raisons géostratégiques et des enjeux géopolitiques, le territoire de Beni-Lubero, ici sous examen, est au cœur des convoitises entre Kampala et Kigali. L'un comme l'autre veut y accroître son influence par le contrôle direct le leadership provincial et local. Le premier veut y préserver ses acquis alors que le second cherche à faire jonction avec l'Ituri de Thomas Lubanga, acquis à sa cause, et s'assurer de son leadership dans toute la partie est de la RDC.

C'est ainsi que la mainmise sur les ressources naturelles, sur les réseaux économiques et les flux financiers de cette zone alimentent les tensions entre les dynamiques du dedans et celles du dehors. Les intérêts économiques et financiers constituent donc des enjeux majeurs dans les conflits armés que connaît l'Est du Congo-Kinshasa. Les faits concrets de terrain mènent à conclure qu'aucun des entrepreneurs de cette conflictualité armée n'est intéressé par l'instauration de la paix dans la région. Ils ne tarissent pas en manœuvres de métamorphose, de sabotage et de dénigrement de toute initiative susceptible de mener à une paix durable et à la stabilité de la région.

Comment passer alors de ce climat de guerre permanente à une économie de paix ? En cette phase, l'objectif est de surmonter définitivement les facteurs de la conflictualité armée, d'éradiquer ses causes et de briser les reins de l'économie criminelle militarisée et souterraine très intense dans la région.

1 §§97 et 99 de l'Additif du Rapport final du Groupe d'experts sur le pillage des ressources naturelles de la RDC, du 10 novembre 2001 (S/2001/1072).

Seule une approche globale reposant sur la connaissance des réalités de terrain, les visées respectives des acteurs, sur l'identification des intérêts communs des communautés transfrontalières et tenant compte des exigences extranationales a plus des chances de réussir. La paix doit s'appuyer sur les acteurs qui y ont intérêt, autour d'un plan par étapes et objectifs limités, encadré par une perspective commune en long terme.

Le processus de sécurité et d'une paix durable doit aller de pair avec l'instauration en RDC d'un Etat de droit avec un mode de gestion qui responsabilise les collectivités locales, sources de création des richesses nationales et de promotion du mieux être social à la base. Cette autonomie locale dans les matières n'émanant pas de la souveraineté nationale nécessite la mise en place d'une administration comptable de ses actes et d'un gouvernement qui place ses administrés au cœur de son action politique.

Le pouvoir congolais doit cesser d'être un prestige que l'on possède. Il doit devenir une fonction que l'on assume en toute responsabilité qui a pour avantage l'honneur de bien servir, sans discrimination aucune, toutes les communautés congolaises. En ce sens, l'Etat congolais doit plus s'investir dans une politique de création d'emplois bien rémunérés. Car le chômage crée des mécréants, des frustrés qui usent de l'autochtonie comme arme pour discréditer, discriminer et étiqueter collectivement les communautés perçues comme allochtones.

Il est, en outre, clair que la mauvaise gouvernance érigée en mode de gestion politique dans pratiquement tous les Etats de la région est la cause première de toutes les guerres civiles et de la transformation incessantes des dynamiques guerrières. Dans ce sens, la conflictualité armée n'est que réaction à l'absence de la démocratie, au non-respect des droits humains et de la dignité des populations, au déni d'espace et de liberté d'expression aux populations locales, grosso modo, à la carence d'une gouvernance démocratique.

En effet, même si des insurrections armées peuvent être liées aux motifs personnels et égocentriques de leurs leaders, il y aura presque toujours des signes de mécontentements dans la société, reflet de la mauvaise gestion ou d'un facteur connexe, qu'ils visent à manipuler ou sur lesquels ils focalisent leurs revendications bien qu'à des fins propres. Il ne serait donc pas aberrant de dire que les conflits armés surgissent quand il y a défaillance des systèmes de décision, c'est-à-dire de la prise de risque dans un univers incertain qui coordonne les informations, des représentations et des actions.

En Afrique des Grands-Lacs, nous estimons, à la suite de Philippe Hugon², que l'effectivité de la démocratie représentative dans tous les Etats de la région est un atout politique majeur pour limiter les conflits armés récurrents dans cette partie d'Afrique subsaharienne. L'essentiel concerne les jeux de contre-pouvoir et la constitution d'une société civile forte complémentaire d'un Etat fort. Loin d'une démocratie de décalcomanie, l'opérationnalisation de ce processus démocratique doit prendre en compte les pratiques démocratiques locales préexistantes, ces recettes de la gouvernance locale autour des institutions traditionnelles et des traditions de paix locales.

2 P. Hugon, in *Géopolitique de l'Afrique*, SEDES, 2e Ed., Paris, L'Harmattan, 2009, p.161.

Il est une évidence vraie dans cette région d'Afrique centrale : il y manque un centre de stabilité et de sécurité depuis que tous les Etats de la région ont plus ou moins achoppé dans leurs processus de démocratisation, qui a été dévoyé par les réticences autoritaires au changement. Dès lors que subsisteront des grands espaces territoriaux non soumis au mode démocratique de gestion dans cette sous-région, la paix tardera à s'instaurer et à s'enraciner faute d'un leadership réellement démocratique dont les effets émergents doivent stimuler une gouvernance démocratique participative et une diplomatie de paix avec les pays voisins. C'est pourquoi la réhabilitation des équilibres au sein des Etats de la sous-région est un enjeu majeur qui doit passer par la promotion de la démocratie en vue d'enraciner celle-ci dans son environnement sous-régional comme mode d'action et norme largement acceptée dans les relations entre Etats de la région.

Le concept américain 'd'Etat pivot' pour concevoir ce nouveau modèle sous-régional de sécurité pourrait se prêter à cette analyse³. Mais cet Etat pivot doit être un centre géopolitique et géostratégique mieux outillé du point de vue de la stabilité et de développement politique pour que, par son rayonnement, il serve de vitrine à d'autres Etats de la région. Et ce centre, cet Etat pivot, à notre avis, doit être la RD Congo.

Il n'est donc pas vain d'espérer un jour à la mise sur pied d'un mécanisme pour amorcer la coopération sous-régionale autour d'une approche de gestion concertée au bénéfice de toutes les communautés congolaises et de tous les peuples de la région des Grands-Lacs. Mais l'illusion serait de croire à l'existence des solutions miracles. Ne dit-on pas qu'il est plus aisé de faire la guerre que de faire la paix ? L'instauration de la paix à l'est de la RD Congo doit aller de pair avec la consolidation de la sécurité et la relance des programmes de pacification et de développement de cette région longtemps meurtrie par les guerres.

Encore que la sécurité ne peut évidemment pas être le fruit des seules mesures politiques qui tiennent compte des seules manifestations et ne s'attaquent pas aux causes de la violence, encore moins aux raisons profondes de la récurrence des conflits armés. Comme c'est toujours le cas dans toute mutation politique, l'on doit s'attendre à de fortes résistances dans le chef de ceux qui, localement et au niveau extranational, ont tiré d'énormes profits de l'absence de règles formelles, de l'existence des réseaux militarisés informels et transfrontaliers, bref, de la satellisation du territoire congolais. Il n'est pas exclu qu'au terme d'autant d'années de conflits armés et d'insécurité permanente, les pêcheurs en eau trouble déploient leurs stratagèmes pour faire capoter tout processus qui cadre avec le maintien de la paix et la relance d'un plan de stabilisation de la région.

Dans le contexte actuel, la priorité est certes de reconstituer les forces de sécurité agissant dans un projet collectif national et régional. D'une part, la mise en place d'une armée congolaise réellement républicaine s'impose. D'autre part, la transparence dans la commercialisation des matières premières de la région, le contrôle des avoirs des seigneurs de guerre (anciens comme nouveaux) et obstruer toutes les sources de financement figurent parmi les moyens essentiels de dilution de la conflictualité armée au Nord-

3 Sessanga Hipungu Dja Kaseng Kapitu, *Les politiques publiques de sécurité en Afrique subsaharienne*, ARES, n°49, vol XIX, Fascicule 3, 2002, pp.19; 26.

Kivu. La réhabilitation et la redynamisation de la police des frontières, la reconstitution de services de l'Etat civil, la stricte observance des principes de la bonne gouvernance et de la gouvernance démocratique, l'effectivité de la décentralisation en cours en RDC par le biais d'organisation d'élections locales et municipales s'invitent dans le redéploiement de la puissance publique congolaise dans toute sa partie orientale.

La paix n'étant pas seulement l'absence de guerre implique, en outre, une approche dynamique et créative de la part des communautés locales, l'établissement d'un nouvel environnement juridique indépendant et des juges impartiaux. Ce qui nécessite l'accouchement par le peuple d'hommes capables de présider à sa destinée, pétris d'une diplomatie de paix locale, nationale et avec les Etats tiers. Négliger ce profil civique est un grand risque de demeurer victime des opportunistes et de l'impérialisme des régimes voisins. Car, un peuple incapable de s'assumer se voit toujours imposer un maître.

Face à toute résistance des forces du statu quo, cette mutation ne peut alors se concrétiser que grâce à la détermination et aux luttes actives non-violentes de la base souveraine. Elle doit donc être le fruit d'une quête du peuple épris de liberté, de paix et de développement, engagé dans la lutte malgré les obstacles du parcours. Ce revirement ne doit pas se faire en vase clos. Il a besoin d'une solidarité accrue extérieure qui se traduise par un appui concret aux espaces locaux et aux couloirs régionaux de paix qui se profilent à travers divers mécanismes de résolution des conflits, la conférence régionale sur la paix, la stabilité et le développement des Etats de l'Afrique centrale et la redynamisation de la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL). Et ce, pour la stabilité et le développement durable, non seulement du Nord-Kivu mais aussi et surtout de tout le Congo et de toute la région d'Afrique centrale. Car, il est clair que la stabilité locale à l'est de la RDC dépend très largement des relations amicales entre les Etats de la région dont les intérêts communs et partagés des communautés transfrontalières doivent servir de piédestal à la révisitation du modèle d'intégration régionale. Notre conviction est qu'à ces jours la sécurité et la paix durables sont plus fonction de la cohésion sociopolitique interne et régionale que des appareils militaires dont disposent les Etats.

Dans ce sens, nous épousons la perspective tracée par Sessanga Hipungu Dja Kaseng Kapitu⁴, à savoir que la sortie du cycle de vicieux de l'insécurité telle que vécue dans la région des Grands-Lacs suppose que certains Etats énoncent et mettent en œuvre une politique publique de sécurité rationalisée. Une telle politique devrait répondre à au moins trois critères cumulatifs qui sont : la capacité à redéfinir les équilibres de la stabilité politique interne et sous-régionale autour de la congruence démocratique, la capacité de réhabiliter les fondements économiques de la paix par une lutte effective contre la pauvreté au niveau interne et créer un espace de gestion de la prospérité économique au niveau sous-régional et, enfin, la capacité de soutenir une expression crédible des politiques globales de sécurité et de stabilité collective.

Un Etat qui y parviendrait ferait bénéficier ses voisins et tous ses partenaires bilatéraux comme multilatéraux d'une stabilité et d'un mode durable de création et de redistribution des richesses.

4 S. H. Dja Kaseng Kapitu, op.cit. p.23.